

Agence d'Avignon

Hôtel d'entreprise Croix Rouge
10 avenue de la croix rouge
84000 AVIGNON
Tel 04 89 61 00 30
avignon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.2

Mission(s)	
CONSUEL, L (*), SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
841C251I (841-C-2025-002C)	09/07/2025

AVIGNON- PROJET DE MISE EN PLACE DE 12 POINTS RECHARGE IRVE

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE DE VAUCLUSE - PUZIN Vincent	Maître d'ouvrage	dalis.etudes.cpam-vaucluse@assurance- maladie.fr / vincent.puzin@assurance- maladie.fr
Copie	MOBILY GREEN	BET Fluides	contact@mobylygreen.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Julia MACHIZAUD - Le vérificateur des installations électriques, Didier RANC

Le chargé d'affaire,
Julia MACHIZAUD

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Classement et référentiel.....	10
VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	12
VIII.4 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*).....	14

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°841-C-2025-002C et qui sont détaillées ci après :

- CONSUEL - Mission relative à la vérification des installations Electriques en vue de l'obtention du visa consuel
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Julia MACHIZAUD
Le vérificateur des installations électriques, Didier RANC

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE DE VAUCLUSE
7 RUE FRANCOIS 1ER
84000 AVIGNON

BET Fluides
MOBILY GREEN
31700 BLAGNAC

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Projet de mise en place de 12 points de recharge IRVE (9 en parking extérieur + 3 en parking sous sol), sur le site du siège social à Avignon (84). Le parking en sous-sol n'est pas à usage du public et n'est pas classé en type PS, parking considéré en code du travail.

Adresse de l'opération :
7 Rue François Premier
84000 AVIGNON

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

70 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : Non communiqué

Durée prévisionnelle des travaux : 3 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Descriptifs - Date : 31/12/2024 - Réception : 23/05/2025**

DOSSIER APS :

- MOBILYGREEN - Dossier d'Etude IRVE - CPAM 84
- Plan de masse -Nb de places parkings
- BP CPAM 84 V1
- BP CPAM 84 V2
- LR3189-CPA 400 - B - SCHEMA TGBT-1
- APS-BP CPAM 84 Pic conso maximum
- APS-BP CPAM 84 Pic conso minimum
- APS-BP CPAM 84 Pic conso optimale
- APS-CPAM 84-CC
- APS-CPAM 84-NDC
- APS-CPAM 84-PMS
- APS-CPAM 84-SE général
- APS-CPAM 84-SYN
- APS-CPAM VAUCLUSE-CRVT
- CCTP lot n°1 Fourniture et installation de bornes
- CCTP lot n°2 VRD - Signalisation

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE DE VAUCLUSE

- * Autorisation de travaux et avis du SDIS sur le projet non transmis.

BET Fluides - MOBILY GREEN

- * Nous communiquer pour avis une note de calcul complète (avec les références des dispositifs de protection renseignés) et le schéma électrique associé.
- * Les documentations techniques des bornes IRVE seront à nous communiquer pour avis.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Mission sans objet: Aucun élément de structure créé dans le cadre du projet

VIII.2 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

L'établissement est un ERP de 5e catégorie de type W. Il occupe un bâtiment en R+3 avec sous-sol. Le sous-sol abrite un parc de stationnement de 57 places réservé au personnel (Code du Travail).

Le projet prévoit l'installation de bornes IRVES au sein du parc de stationnement du sous-sol et au niveau du parking personnel extérieur.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :

Alimentation de l'établissement en tarif vert depuis deux transformateurs 630 kVA en parallèle (existant).

Les futures bornes IRVE seront raccordées depuis le jeu de barres principale du tableau général basse tension de l'établissement.

- Equipement d'alarme / SSI : Non modifié dans le cadre des travaux

- Moyens d'extinction fixes : Extincteurs

- Ventilation : Non modifié dans le cadre des travaux

- Chauffage : Non modifié dans le cadre des travaux

- Stockage combustible : Non modifié dans le cadre des travaux

- Désenfumage : Non modifié dans le cadre des travaux

- Cuisson : Non modifié dans le cadre des travaux

- Ascenseur : Non modifié dans le cadre des travaux

Date d'application du référentiel réglementaire : 07/07/2025

Classement :

Proposé par ALPES CONTROLES

ERP 5 type W

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Non communiqué

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type W
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non communiqué

Autres prescriptions particulières :

Néant

VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	Autorisation de travaux et avis du SDIS sur le projet non transmis. A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	HM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	A transmettre en phase EXE
GN 14	Matériels électriques		La conformité aux normes des matériels sera à justifier.
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	AF	Effectif non modifié dans le cadre du projet
PE 2	Etablissements assujettis	AF	
PE 3	Calcul de l'effectif	PM	
PE 4	Vérifications techniques	AF	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gaines		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 5	Structures	HM	Local archives du sous-sol considéré comme un local à risques
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	HM	
PE 7	Accès des secours	HM	
PE 8	Enfouissement	HM	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	PM	
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	HM	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	HM	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	HM	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	HM	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	HM	
PE 11	Dégagements	HM	
PE 12	Conduits et gaines	HM	
PE 13 §1 - AM 20	Section II - Aménagements Intérieurs	HM	
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	HM	A respecter en phase exécution.
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	HM	
PE 20§1 - PE 23	Section V - Chauffage, Ventilation	HM	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AF	
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	HM	
PE 26 - PE27§6	Section VIII - Moyens de Secours	HM	
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.4 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*)

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
 - Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques
 - Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
 - Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
 - Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
 - Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
 - Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Non cités dans les conditions générales d'intervention mais essentiels à l'application du code du travail et non abrogés :
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
 - Arrêté du 21/03/68 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
 - Arrêté du 30/07/79 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés.
 - Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection
 - Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CODE DU TRAVAIL Livre II Titre I Chapitre IV SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés Chapitre V INSTALLATIONS ELECTRIQUES	HM	Voir mission spécifique
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010 et Guide UTE C15-722 (décret N° 2017-26 du 12 janvier 2017)
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AS	Nous communiquer pour avis une note de calcul complète (avec les références des dispositifs de protection renseignés) et le schéma électrique associé.
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AS	Les documentations techniques des bornes IRVE seront à nous communiquer pour avis.
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	HM	Dispositions existantes, non modifiées dans le cadre de notre mission.
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	HM	Dispositions existantes, non modifiées dans le cadre de notre mission.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	A respecter en phase exécution.
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	PM	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	PM	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	HM	Dispositions existantes, non modifiées dans le cadre de notre mission.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Circulaire du 3 mars 1975	Parc de stationnement		
Art 2	Véhicules admis	HM	
Titre I	Construction		
Art 3	Eléments généraux de construction	HM	
Art 4	Isolement du voisinage	HM	
Art 5	Façades	HM	
Art 6	Eléments porteurs	HM	
Art 7	Cloisonnement	HM	
Art 8	Couvertures	HM	
Art 9-1 - Art 9-3	Communications intérieures et issues	HM	
Art 10	Conduits et gaines	HM	
Art 11	Sols	HM	
Titre II	Circulations		
Art 12	Circulation des véhicules	HM	
Art 13	Circulation des personnes	HM	
Titre III	Equipements		
Art 14	Installation électriques		
Art 15	Eclairage		
Art 16	Alimentation de sécurité		
Art 17-1 - Art 17-4	Ventilation	HM	
Titre IV	Prévention des nuisances		
Art 18 -1	Prévention	HM	
Art 18-2	Moyen d'alerte	HM	
Art 18-2	Moyen d'alarme	HM	
Art 18-3	Moyens de lutte <ul style="list-style-type: none"> - Extincteurs - Poteaux incendie - Colonnes sèches - Système automatique d'extinction à eau 		
Art 19	Pollution de l'air	HM	
Art 20	Pollution des eaux		
Art 21	Bruit	HM	
Titre V	Locaux annexes		
Art 22	Locaux d'exploitation		
Titre VI	Dispositions diverses		
Art 23	Consignes de sécurité		
Art 24	Entretien - vérifications	HM	
Art 25	Registres d'exploitation	HM	